

POLITIQUE

Les récidivistes

Par Johann Chapoutot

HISTORIEN

Agiter le chiffon rouge de la montée du nazisme reste une vaine superstition si l'on persiste dans les erreurs historiques – faire porter la responsabilité sur les classes populaires et le suffrage universel. Le parallèle avec aujourd'hui est à situer du côté d'une oligarchie soucieuse de barrer la route à la gauche, y compris sociale-démocrate, et qui ne tient plus compte du résultat des législatives. Il n'y a pas de déterminisme à la montée des fascismes : c'est le résultat d'un choix.

La référence aux « années 30 », au nazisme et à la seconde guerre mondiale a habité les sociétés occidentales et leurs cultures politiques depuis 1945. À l'Ouest, il s'agissait de fustiger le stalinisme, un temps allié à l'Allemagne nazie (23 août 1939- 22 juin 1941). À l'Est, on pointait l'absence de dénazification et le maintien des cadres et structures du nazisme, en RFA comme partout dans le « monde libre », un phénomène amplement étudié depuis.

Dans l'agonistique politique, les signifiants issus des années 30 (« staliniens », « fascistes »...) fusaient, notamment lorsqu'une partie des générations d'après-guerre, dites du « baby-boom », entra en contestation dans la seconde moitié des années 1960 : depuis juin 1967, les étudiants allemands condamnaient « l'État fasciste » de RFA et dénonçaient les continuités de carrières et la perdurance de mentalités autoritaires, tandis que, en France, on rejouait la Résistance face aux « CRS=SS ».

Rien d'étonnant à ce phénomène d'hystérèse mémorielle, de persistance rétinienne de ces actualités en noir et blanc dont, pour exalter les résistances nationales, les télévisions se saisissaient, notamment autour de 1964 en France, pour le vingtième anniversaire de la Libération et la panthéonisation de Jean Moulin, grand moment de relégitimation charismatique d'un gaullisme qui, six ans auparavant, s'était imposé par un coup d'État contre la IV^e République.

À partir de 1973, date du premier « choc pétrolier », qui a surenchéri l'énergie fossile dont s'abreuvait la croissance occidentale et provoqué un *trend* récessif dont personne n'est sorti cinq décennies plus tard, la référence aux « années 30 » est devenue un marronnier de presse et un rituel paresseux, sur les couvertures des magazines comme dans les programmations éditoriales. À Bonn, capitale de la RFA, on dissertait sur la « situation de Weimar » (*WeimarerVerhältnisse*), en rappelant la consécution fatale qui liait la récession, la crise sociale, la crise politique et la fin de la démocratie – journalistes et historiens allemands en ont ouvertement parlé à la fin des années 70, mais aussi vingt ans plus tard, vers 1998, et derechef depuis la montée en puissance de l'AfD, depuis 2020.

En France, une abondante production de papier (presse et essais) marmottait une comparaison hâtivement troussée, rarement problématisée, et récitait l'antienne du « retour des années 30 », comme si l'on avait là affaire à un phénomène naturel d'ordre cyclique, face auquel nous serions bien démunis, une forme de fatalité historique qui voudrait que, à échéance centennale, le libéralisme économique échoue et accouche de l'horreur.

À titre personnel, j'ai toujours été réticent à l'égard de cette comparaison mal (ou pas du tout) pensée, et **défendais avec d'autres** que, pour élucider notre condition historique, une référence aux années 1880-1890 s'imposait plus immédiatement (mondialisation pas toujours heureuse, phase économique récessive, xénophobie et antisémitisme, anti-parlementarisme, vigueur vociférante de nationalismes bellicistes, sainte alliance des marchands de canons et des idéologues de la suprématie raciale, émergence d'une « droite révolutionnaire » qui théorisait déjà socialisme national ou national-socialisme[1], racisme colonialiste, capitalisme violemment extractiviste, etc.), d'autant plus que l'Europe, à ce moment-là, ne sortait pas des forges de la Grande Guerre et offrait un tableau anthropologique (en matière de rapport à la violence) plus proche du nôtre.

Il reste que cette présence des années 30 dans le discours médiatique et politique est un phénomène social à part entière dont les historiennes et historiens doivent bien se saisir, d'autant plus qu'ils sont régulièrement interrogés sur le sujet, soit pour livrer leur « point de vue » sur la question, soit pour commenter la dernière sottise d'un irresponsable politique en place (« Pétain, grand soldat », etc.). Au-delà, l'inquiétude croissante avec le niveau d'invective et la saturation des références, souvent inversées par rapport à leur usage classique (c'est désormais la gauche qui, première victime des fascistes et des nazis, est accusée d'en assumer l'héritage !), il existe une forte demande sociale d'élucidation historique de ces références ainsi que de leur usage paradoxal.

Enfin, ultime convocation de l'expertise historique, la multiplication des références au nazisme, au III^e Reich, à la SS et à leur culture politique, à leurs symboles, à leur gestuelle constatée chez les candidats du RN aux législatives de 2024, à leurs entourages et assistants parlementaires, à leurs *proxys* également (l'UNI, la Cocarde étudiante...), les défilés néo-nazis en plein Paris puis, pour couronner le tout, les saluts nazis des maîtres du monde, en mondovision, depuis Washington DC.

Outre que les nazis n'ont jamais gagné une élection nationale, les électeurs populaires et victimes de la crise ont voté contre eux, contrairement aux classes moyennes et, surtout, aux élites patrimoniales.

Tout cela invite à réfléchir sérieusement à la question et à tenter de penser les rapports entre nazisme et modernité (les saluts nazis, les discours racistes et eugénistes, le darwinisme social sont manifestement populaires chez les géants de la tech), nazisme et capitalisme (on voit, comme dans les années 30, les plus grandes fortunes multiplier les genuflexions devant les pires ennemis de la démocratie, des droits de l'homme et du droit international, comme Trump et Milei, sans parler des éditorialistes économiques, sensibles aux vertus de la tronçonneuse...), nazisme et *progressisme* autoproclamé (en France, l'extrême centre a instauré un duel qui est en réalité un duo, très profitable à l'extrême droite, dont les thèmes, les termes et les obsessions ont été repris par le pseudo-*progressiste* élu en 2017)...

Cette réflexion implique une bonne maîtrise des bibliographies internationales, des sources allemandes, des traditions intellectuelles, aussi, qui, dès les années 30

justement, ont pensé sociologiquement et philosophiquement l'insertion du nazisme dans une modernité occidentale dont il était issu – capitalisme, racisme, antisémitisme, eugénisme, darwinisme social, extractivisme... On pense ici notamment à l'École de Francfort.

Curieusement, toutefois, une forme de gêne se diffuse dès que l'on sort de l'ornière rebattue et rabâchée du « retour des années 30 ». Cette antienne, quand on y regarde de plus près, se révèle au fond très commode pour incriminer le suffrage universel et l'électorat populaire. Le raisonnement mécaniciste expose en effet une concaténation rigide : la crise économique engendre le malheur social qui aboutit à la victoire « des extrêmes » (plutôt que « de l'extrême droite »). Autrement dit, la démocratie est un pari risqué, car les gueux se retournent contre elle en votant nazi. Toutes les [études de sociologie électorale montrent le contraire](#) : outre que les nazis n'ont jamais été élus à rien ni n'ont jamais gagné une élection nationale en Allemagne, les électeurs populaires et victimes de la crise ont voté contre eux de manière réitérée et renforcée au cours de la séquence 1928-1932, contrairement au comportement électoral des classes moyennes (tentées par l'extrême droite) et, surtout, au choix des élites patrimoniales qui ont froidement décidé d'installer les nazis au pouvoir en janvier 1933.

Le pieux viatique répété à longueur de dossiers et de plateaux est donc faux, mais il reste hégémonique chez des éditorialistes-chroniqueurs-« journalistes » dont l'endogamie sociologique n'est plus à prouver et les biais politiques (pro-extrême centre ou pro-extrême droite) sont tellement explicites qu'ils en deviennent embarrassants – sans doute parce que ce catéchisme sert un discours défiant à l'égard de la démocratie et, surtout, de classes laborieuses-et-dangereuses si éloignées du « camp de la raison » (celui qui voue l'État-providence à la destruction, l'environnement à la dévastation et la société à la fracturation inégalitaire).

A contrario, donc, toute réflexion sérieuse sur l'insertion du phénomène nazi dans notre histoire, sur les généalogies (en amont) et les continuités (en aval) et toute comparaison argumentée sur le fondement de l'analogie semble mettre mal à l'aise ou, carrément, fort en colère. La foudre peut s'abattre sur des personnages très insérés dans le monde médiatique : quand un Jean-Michel Apathie, peu suspect de judéo-bolchevisme, d'islamo-gauchisme ou d'écoterrorisme, rappelle que les nazis

se sont inspirés des méthodes coloniales des Français en Algérie, il ne fait que dire l'évidence et le consensus des historiennes et historiens.

Sauf à croire, magiquement, que le nazisme serait un phénomène *ex nihilo*, il faut considérer ce phénomène en contexte (d'inspiration, d'apprentissage...) et, pourquoi pas, écouter les nazis eux-mêmes lorsqu'ils disent **s'inspirer directement des pratiques de violence** dans la conquête et la domination des colons européens – français, britanniques, mais aussi états-uniens, les États-Unis étant un empire colonial à domicile fondé, rappellent les nazis, sur l'extermination quasi génocidaire des autochtones, l'importation d'esclaves puis, après l'abolition de l'esclavage, sur une ségrégation stricte dont le IIIe Reich s'inspire ouvertement pour la rédaction des lois de ségrégation du Nuremberg (1935)[2].

La bibliographie scientifique est pléthorique sur le sujet, les premières idées avaient été formulées depuis 1945 par Aimé Césaire ou dès les années 50 par Hannah Arendt, mais les animateurs de RTL, tout comme la navrante élue LR qui faisait face à Apathie, ont semblé découvrir la lune – sans doute faut-il y voir une conséquence de la médiocre formation « supérieure » de supposées « élites » médiatiques et politiques qui, passées par Sciences-Po et ses avatars (écoles de commerce, de journalisme ou de com'), n'ont aucune idée du travail scientifique et de la recherche, d'une problématisation, d'une bibliographie ou, tout simplement, du travail que représente la formulation d'un savoir fondé sur la connaissance des sources – un ascétisme de long terme orthogonal à la civilisation du tweet, de la *punchline* et, derechef, de la com'.

La « polémique » (il en faut) qui a visé le malheureux Apathie a interloqué les scientifiques, eux-mêmes intrigués, à échéance régulière, que les astrologues se mêlent d'astrophysique en venant qualifier de « contesté » ou de « controversé » tel ou tel énoncé depuis longtemps validé par la communauté des chercheurs car reposant, une fois encore, sur un travail de longue haleine, sur un examen précis des sources et une connaissance professionnelle des bibliographies.

L'expérience nazie suscita l'intérêt chez des républicains irréprochables, confits en modération et en humanisme littéraire, comme Jean Giraudoux ou Édouard Herriot.

Au rebours d'une démarche historienne (c'est-à-dire contextualisante, en amont et en aval) du nazisme, les demi-habiles de plateaux et de magazines semblent se

complaire dans une appréhension mythologique du phénomène, renvoyé à l'ineffable spectral de l'indicible et de l'incompréhensible. Sans doute y a-t-il un obstacle épistémologique, chez certains, à penser le nazisme en raison du caractère atroce de la guerre d'extermination à l'Est et de la Shoah. La confusion entre nazisme et Shoah est une erreur : l'historiographie a bien montré le caractère tardif (été-décembre 1941) et non programmatique d'une « solution finale » (*Endlösung*) pensée comme fin biologique, l'expression « solution finale de la question juive » désignant depuis la fin du XIXe siècle, puis dans l'*épistémé* nazie, une solution médiévale classique, celle de l'expulsion des juifs (par exil forcé, par déportation-abandon outre-mer ou vers le cercle polaire arctique...)[3].

Confondre nazisme et Shoah interdit de voir et de comprendre à quel point la modernité nazie a séduit élites intellectuelles et politiques, observateurs, journalistes et essayistes, investisseurs et bourgeoisies diverses, qui ont vu, dans l'Allemagne nazie des années 1930, rien de moins qu'un modèle à suivre pour régénérer un Occident en proie à des doutes démographiques, à des peurs de submersion raciale, à des mélancolies économiques et à une forme d'asthénie démocratique. Le nazisme, à partir de 1933, avait, par la destruction violente de la gauche partidariaire et syndicale, par les commandes massives d'armement et par des jeux d'écriture financière subtils imaginés par le Dr. Schacht, dont le prestige technique avait été mis au service des nazis et de leur crédibilité depuis 1930, fait de l'Allemagne une zone optimale d'investissement qui en faisait l'eldorado du *return on equity*, le *place to be* de l'argent dont on attendait un rendement sûr et abondant.

Mais l'Allemagne nazie ne séduisait pas que par ces arguments sonnants et trébuchants : la contre-révolution allemande offrait un supplément d'âme à un Occident miné par des questions existentielles multiples, suscitées par une modernisation rapide et traumatisante, une guerre qui avait montré les limites des Lumières et un affaissement démographique qui faisait redouter la revanche des colonies. Les nazis opéraient rien de moins qu'une régénération sociobiologique de leur pays, par une politique active de purgation antisémite (la « question juive » – autrement dit : qui sont les juifs ? d'où sont-ils ? à quelle nation appartiennent-ils ? – était un vieux legs de l'époque des constructions nationales, entre 1815 et 1914, qui avait recodé dans les termes de l'identité nationale, mais aussi du racisme biologique, le vieil antisémitisme européen), d'enfermement des déviants et de

traitement eugéniste des individus considérés comme malades héréditaires et irrécupérables.

Fortement entée sur un discours à la fois validiste, masculiniste et juvéniste, la politique nazie offrait au monde l'image d'une réjuvenation raciale-nationale ambitieuse et enviable, fondée sur les acquis les plus récents de la science et de la médecine, et soutenue par les fondamentaux racistes, sociaux-darwinistes et suprémacistes d'un Occident capitaliste et colonial, dont les nazis, en bons élèves appliqués, ne cessaient de dire qu'ils étaient les disciples les plus fidèles.

L'expérience nazie suscita l'intérêt bien au-delà, chez des radicaux-socialistes exemplaires, des républicains irréprochables, confits en modération et en humanisme littéraire, comme Jean Giraudoux, qui voyait en Hitler le digne successeur de Colbert, ou Édouard Herriot, qui estimait que les économies à l'hôpital passaient par la réduction des rations données à des malades mentaux qui, par leur dépérissement, allaient sans doute libérer fort eugéniquement des lits qu'ils occupaient indûment[4].

Ces considérations d'ordre civilisationnel nous montrent déjà à quel point le phénomène nazi nous est plus proche que nous le faisait accroire une doxa mémorielle largement fantasmatique, selon laquelle l'Occident libéral s'était dressé dès l'origine contre lui. Nous savons bien, aujourd'hui, que le 8 mai 1945, qui marquait la victoire contre le racisme, le nazisme et ses horreurs a également inauguré un des plus grands massacres coloniaux français et que la lutte pour les droits civiques des noirs (et des juifs !) américains s'est poursuivie [pendant au moins vingt ans](#) aux États-Unis.

Une oligarchie désinvolté a décidé en mars 1930 de ne plus tenir compte du résultat des élections législatives. On accoutuma les Allemands à l'idée que voter n'était suivi d'aucun effet, et que l'état d'exception se substituait au droit commun.

Bien des contemporains, de Césaire à Camus, identifièrent ce qu'il y avait ou ce qu'il demeurait de nazisme, à un point tel que Jacques Ellul pouvait intituler son éditorial de *Réforme*, le 23 juin 1945, « Victoire d'Hitler ? », presque deux mois après son suicide et la capitulation du Reich. Aborder à nouveaux frais le phénomène nazi comme une expression à la fois paradigmatique et paroxystique de la modernité occidentale dans ce qu'elle a de plus criminel s'avère

intellectuellement plus fécond que se signer en agitant des gousses d'ail, quoique moins confortable – nul ne le niera. Ramener les nazis dans l'orbite du XXe siècle européen (le leur, le nôtre) permet de mieux saisir les contours de cette entreprise criminelle et de mieux détourner nos histoires nationales de leurs mythes mémoriels – le bénéfice scientifique et civique en est immense. Cela permet de mieux saisir des phénomènes *a priori* incompréhensibles comme la double victoire d'une extrême droite sans complexes aux États-Unis (2016 et 2024), pays dont on redécouvre l'histoire si violente et si fortement marquée par une culture raciste et eugéniste (pour les élites Wasp), puis ouvertement raciste, antisémite et pro-nazie dans les années 30.

Cela permet enfin d'aborder rationnellement la question d'une comparaison entre nos régimes démocratiques si fortement remis en cause par l'explosion des inégalités, des politiques fiscales et sociales injustes, la possession privée des médias, l'obsession anticomuniste (en ses avatars contemporains) des fausses « élites » de l'héritage et du patrimoine, prêtes à tout pour sauvegarder les intérêts égoïstes les plus sordides et le taux de rendement du capital – jusques et y compris l'alliance avec l'extrême droite et le sacrifice cynique, froid et brutal de la démocratie et des droits de l'homme.

C'est cette séquence que, pour ma part, j'ai rappelé dans *Les Irresponsables* : une oligarchie égoïste et désinvolte, soucieuse avant tout d'éviter que la gauche, fût-elle sociale-démocrate, accède aux responsabilités et menace ses intérêts, a décidé en mars 1930 de ne plus tenir compte du résultat des élections législatives et de nommer des gouvernements de droite qui agiraient par ordonnance d'exception. Dès le printemps 1930, donc, on accoutuma les Allemands à l'idée que voter n'était suivi d'aucun effet, et que l'état d'exception se substituait au droit commun. La haine de la gauche, dans l'entourage présidentiel, était telle que l'on décida de renverser par la force le gouvernement de Prusse, auquel participaient encore des socialistes, le 20 juillet 1932 – une décision qui fut applaudie par les nazis, choyés par une *camarilla* qui fustigeait sans discontinuer la gauche (SPD, KPD, syndicats) mais avait des mots fort amènes pour le NSDAP et ses électeurs.

D'accord sur tout avec eux, à quelques questions techniques près tenant à la composition du gouvernement, ces nationaux-conservateurs et libéraux autoritaires, qui avaient un programme économique libéral pro-patronat et un projet politique

présidentialiste, décidèrent *in fine* de faire alliance avec les nazis et de les installer au pouvoir en pensant les « encadrer », les « domestiquer » et les dominer – le gouvernement de coalition droite-extrême droite du 30 janvier 1933 était du reste désigné par la presse non sous le nom de « gouvernement Hitler », mais de « cabinet Hitler-Papen-Hugenberg », ces deux derniers apparaissant comme les vrais vainqueurs de la manœuvre et les réels maîtres de l’attelage.

Surpris par la surabondance des parallèles avec la France post-2017, j’ai jugé bon de rédiger un épilogue épistémologique sur la comparaison en histoire, ses limites et sa fécondité, ainsi que sur le raisonnement par analogie, qui permettait, dans des contextes différents, d’identifier des acteurs similaires, toujours aussi étrangement mus par des intérêts constants, une sorte de physique sociale qui pourrait bien constituer ce « trésor pour toujours » dont Thucydide faisait le bénéfice de l’histoire – les fameuses leçons, enseignements ou avertissements du passé. L’on s’accorde fort courtoisement, dans les dîners en ville, à trouver un intérêt à la connaissance de l’histoire car, selon le lieu commun apocryphe qui circule partout, et que l’on attribue généralement à Marx ou à Churchill, celui qui l’ignore est condamné à la revivre.

Curieusement, ce bel unanimité cesse devant les leçons, bien réelles, de la séquence 1932-1933 : l’on a pu trouver *Les Irresponsables* fort intéressant sur un plan historique, mais téméraire en raison de ses comparaisons et inductions contemporaines. Sans doute parce que, au lieu de réitérer le cliché éculé du « retour » des années 30, il tentait, à la suite du [geste conceptuel de Michaël Fœssel](#), d’identifier une « récurrence » possible : en passant d’un fatalisme résigné (ce qui fait retour obéit à une nécessité incoercible et s’inscrit dans l’ordre de l’inéluctable, ce qui rend absurde toute résistance) à l’identification des acteurs, de leur logique et de leur pragmatique, rendue possible par l’usage de ce concept juridique et judiciaire, on opère un atterrissage dans l’atmosphère humaine, donc dans l’orbe de l’histoire, ce lieu gouverné par la liberté plus que par la nécessité naturelle, par la volonté, les choix et les décisions d’agents sociaux, politiques et économiques prompts, parfois, à la veulerie et à la défense égoïste de leurs intérêts de classe.

•

C'est, de fait, l'histoire des mois qui s'écoulent de juin 1932 à janvier 1933, voire depuis mars 1930 – une période que l'on présente généralement sous le jour d'une nécessité minérale, celle, tectonique, de la « poussée nazie », ou celle, océanographique, de la « marée brune », qui n'existent que dans l'imaginaire de commentateurs pressés car s'il y a eu marée, elle reflue nettement, voire brutalement, à l'automne 1932. Au rebours de ces contes ou de cette mythologie, on constate, en historien, que tout ne fut que contingence dans l'arrivée des nazis aux affaires – mythologie nazie, du reste, d'une « prise de pouvoir » (*Machtergreifung*) affabulée par Goebbels, ses défilés et ses éditoriaux, mascarade de mots et de flambeaux pour masquer ce fait, plus humain, contingent et médiocre : ce pouvoir, on le leur a donné, pour préserver un ordre social et économique menacé par le « marxisme », ennemi obsessionnel du NSDAP dont le slogan, répété à satiété depuis 1930 au moins, est « Mort au marxisme » (*Tod demMarxismus*).

Ultime leçon de cette histoire et joyau de cet « acquis vers toujours » (κτῆμα ἐξάει) dont Thucydide fait l'idéal régulateur de l'historien : au-delà de l'identification des acteurs, des analogies de structures sociales et politiques entre 1932 et nous, cet enseignement, propre à nous donner espoir face aux saluts nazis qui déferlent – rien n'était écrit, bien loin de là.

Johann Chapoutot

HISTORIEN, PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE A L'UNIVERSITE
PARIS-SORBONNE